

POUVOIR ADJUDICATEUR :



PREFECTURE DE LOT ET GARONNE
Secrétariat Général Commun Départemental
Place de Verdun
47923 AGEN Cedex 9

OPERATION : 02533-08

MARCHÉ DE CONCEPTION-RÉALISATION

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OBJET DU MARCHÉ :

Marché de conception-réalisation pour la réalisation d'un bâtiment modulaire à usage d'accueil des candidats aux épreuves pratiques du permis de conduire Poids Lourds et motos

SOMMAIRE

1. NATURE ET OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES.....	6
1.1 nature du marche.....	6
1.2 Objet du marché- Emplacement des travaux.....	6
1.3 DECOMPOSITION EN LOTS, tranches et phases.....	8
1.3.1 Décomposition en lots.....	8
1.3.2 Décomposition en tranches.....	8
1.3.3 Décomposition en phases.....	8
1.4 PART DU MARCHE CONFIE AU CONCEPTEUR.....	8
1.4.1 Mission de base de maîtrise d’œuvre relative à la conception des ouvrages et au suite de leur réalisation.....	8
1.4.2 Autres éléments de mission de maîtrise d’oeuvre.....	10
1.5 Organisation de la maîtrise d’ouvrage – Ordre de service.....	10
1.5.1 ordre de service.....	10
1.5.2 derogatons.....	10
1.6 Représentation des parties.....	10
1.6.1 Représentant du maître d’ouvrage.....	10
1.6.2 Représentation du mandataire du groupement.....	11
1.6.3 Représentation du concepteur ou du mandataire du sous-groupement des concepteurs.....	11
1.7 Réunion de lancement.....	11
1.8 Utilisation des résultats.....	11
1.8.1 Utilisation des résultats en phase conception.....	11
1.8.2 Cession du droit de reproduction de l’image du ou des bâtiments construits.....	12
1.8.3 Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d’une sous-traitance.....	13
1.8.4 Utilisation des résultats en phase réalisation.....	14
1.9 Sous-traitance.....	15
1.10 Forme des notifications et informations au titulaire.....	17
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	17
3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES- VARIATION DANS LES PRIX.....	18
3.1 Nature et contenu des prix.....	18
3.2 Variation dans les prix.....	19
3.3 Augmentation du montant des travaux.....	20
4. RETENUE DE GARANTIE.....	20
4.1 Remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande.....	20

4.2 Restitution de la retenue de garantie et libération de la garantie à première demande.....	20
5. AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT.....	21
6. REGLEMENT DES COMPTES.....	22
6.1 Demandes de paiement.....	22
6.1.1 Echancier des paiements des acomptes.....	22
6.1.2 Présentation des demandes d'acomptes et du décompte général, solde du marché.....	23
6.1.3 Décompte final.....	23
6.2 Paiements des cotraitants et/ou des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	24
6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires.....	24
6.4 Présentation des factures au format dématérialisé.....	25
7. DUREE DU MARCHE- DELAIS D'EXECUTION- PENALITES ET PRIMES.....	26
7.1 Durée du marché, délais d'exécution des prestations.....	26
7.2 Prolongation des délais d'exécution concernant les travaux à réaliser par l'équipe de réalisation.....	26
7.2.1 Intempéries.....	26
7.2.2 Ajournement.....	27
7.2.3 Force majeure.....	27
7.3 Pénalités pour retard- primes d'avance.....	28
7.3.1 a ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES DE LA PHASE 1.....	28
7.3.2 RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET TRAVAUX DE LA PHASE DE REALISATION DES TRAVAUX Y COMPRIS LEVEES DES RESERVES ET NETTOYAGE DU CHANTIER ET DECHETS.....	28
7.3.3 AUTRES PENALITES.....	28
7.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	29
7.5 Retenues et pénalités pour non remise des documents fournis après exécution.....	29
8. PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	30
8.1 Provenance des matériaux et produit.....	30
8.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt.....	30
8.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	30
9. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	31
9.1 Piquetage général.....	31
9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	31
9.2.1 Obligations générales du titulaire.....	31
9.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	32

9.2.3 Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux.....	32
9.2.4 Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité.....	33
9.2.5 Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains.....	33
9.2.6 Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages.....	33
10. PREPARATION- COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	34
10.1 Période de préparation- Programme d'exécution des travaux.....	34
10.2 Plans d'exécution- Notes de calculs- Etudes de détail.....	35
10.3 Lutte contre le travail dissimulé.....	36
10.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers.....	36
10.4.1 Emplacement des installations.....	36
10.4.2 Laboratoire et bureau du chantier.....	36
10.4.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale.....	36
10.4.4 Registre de chantier.....	36
10.4.5 Constatations contradictoires.....	36
10.5 Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	36
10.5.1 Dispositions générales.....	36
10.5.2 Dispositions particulières.....	36
10.6 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	37
10.7 Rendez-vous de chantier.....	37
10.8 Clause relative à la part minimale de l'exécution du marché par des PME ou à des artisans.....	37
11. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX – GARANTIES ET ASSURANCES.....	38
11.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	38
11.1.1.....	38
11.1.2.....	38
11.2 Réception.....	38
11.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	39
11.4 Documents fournis après exécution.....	39
11.5 Délais de garantie.....	39
11.6 Garanties particulières.....	39
11.6.1 Garantie particulière des matériaux de type nouveau.....	40
11.6.2 Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité.....	40
11.7 Assurances.....	40
11.7.1 Assurance de responsabilité.....	40

11.7.2 Assurance des travaux.....	42
11.7.3 Dispositions diverses.....	42
11.8 Contrôle technique.....	43
12. RESILIATION.....	43
12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	43
12.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	43
13. CLAUSES DE REEXAMEN.....	44
13.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	44
13.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	45
13.3 Evolution de la réglementation.....	45
14. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....	46
15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	46

1. NATURE ET OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 NATURE DU MARCHÉ

Le contrat de commande publique, régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), est un **marché** au sens de L1111-1 du CCP.

Il est un **marché de travaux** au sens des articles L1111-2 (1°) et L1111-5 (alinéa 1^{er}) du CCP.

Il est un **marché global** au sens de l'article L2171-1 du CCP.

Il est un **marché de conception-réalisation** au sens de l'article L2171-2 (alinéa 1^{er}) du CCP.

Le **maître d'ouvrage** est l'acheteur identifié en première page de l'acte d'engagement.

Le présent marché est un **contrat administratif**.

L'acheteur étant soumis aux dispositions du livre IV de la deuxième partie du CCP et l'opération, objet du marché, étant relative à des ouvrages de bâtiment :

- Le **titulaire** du marché est, conformément à l'article L2171-2 (alinéa 2) du CCP, à un **groupement** ;
- Pour la mise en œuvre de l'article L2171-7 (alinéa 1^{er}) du CCP, ledit groupement a identifié, dès sa candidature, un **concepteur** (ou, en cas de pluralité de concepteurs, le mandataire de leur sous-groupement ainsi que chaque autre membre dudit sous-groupement) ;
- Le **concepteur** (ou, en cas de pluralité de concepteurs, les membres de leur sous-groupement) est (sont) chargé(s), conformément à l'article L2171-7 (alinéa 1^{er}) du CCP, tant de la **conception des ouvrages** que du **suivi de leur réalisation** et, à cet effet, le marché lui (leur) confie notamment, conformément à l'article L2171-7 (alinéa 2) du CCP, des éléments de la **mission de base de maîtrise d'œuvre**, définie ci-après.

Pour la mise en œuvre des articles L2171-8 et R2171-23 (alinéa 1^{er}) du CCP, **au moins vingt (20) pour cent du montant prévisionnel du marché**, entendu comme le montant initial, hors taxe sur la valeur ajoutée (HTVA) et non révisé, dudit contrat, **doit être exécuté, directement ou indirectement, par des petites ou moyennes entreprises (PME)**, au sens du décret n°2008-1354 du 18 décembre 2008 *relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique* [NOR : ECES0828576D], **ou par des artisans**, au sens du code de l'artisanat.

Il est précisé que le marché est conclu à **prix global et forfaitaire**. Conformément aux articles R2112-17 et R2112-18 du CCP, ledit prix est **définitif**. Conformément aux articles R2112-13 et R2112-14 du CCP, ledit prix, après déduction de la prime de participation à la procédure de passation, est **révisable**.

Il est d'autre part précisé que le **cahier des clauses administratives générales** (CCAG) contractuel est celui **applicable aux marchés publics de travaux** (CCAG Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 [NOR : ECOM2106871A], dans sa version en vigueur à la date de la signature de l'acte d'engagement par le mandataire du groupement.

1.2 OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX

Objet : Marché de conception-réalisation pour l'établissement des études et exécution des travaux pour la réalisation d'un bâtiment modulaire à usage d'accueil du candidat aux épreuves pratiques du permis de conduire Poids Lourds et motos

L'installation de ce nouveau bâtiment sera synchronisée pour limiter l'impact sur l'activité du site concerné. L'objectif est d'améliorer les infrastructures actuelles en fournissant des espaces modernes et fonctionnels tout en minimisant les perturbations liées à l'installation de nouveau bâtiment.

Le prestataire retenu devra prévoir :

- Les études nécessaires à l'analyse des sites

- La conception et la réalisation du nouveau bâtiment modulaire selon le programme
- L'assistance au suivi des autorisations administratives
- Le suivi des travaux tout corps d'état dont les VRD nécessaires à ce type d'ouvrage y compris la garantie de parfait achèvement
- Le maintien de l'activité pendant les travaux

Les matériels mis en place comprennent le bâtiment modulaire, l'installation d'électricité, de chauffage, de climatisation et de plomberie et le raccordement à l'ensemble des réseaux de viabilisation du site (AEP, pluvial, assainissement, télécoms, électricité). Ce bâtiment sera neuf.

La technicité nécessaire à la production des modules conditionne le processus de conception, il apparaît que seule un marché de conception-réalisation puisse répondre aux besoins du programme de l'opération.

De plus, le recours à cette procédure permet aux candidats de proposer des solutions techniques optimisées et innovantes. Cette procédure favorise aussi l'utilisation de matériaux et de techniques de fabrication adaptée aux contraintes de transport, d'assemblage et de performance énergétique. Ainsi, l'entreprise impliquée dès la phase de conception, peut ainsi proposer des innovations structurelles ou fonctionnelles permettant de maximiser les avantages du modulaire. Cette procédure permet d'assurer un meilleur contrôle de la qualité et de la conformité de projet.

Compte tenu de l'occupation actuelle du site, de l'emprise limitée disponible pour la réalisation des travaux et de la présence du public, la maîtrise d'ouvrage privilégie la solution d'une préfabrication en usine du bâtiment modulaire, afin de réduire au maximum les interactions et les interventions sur site.

Le marché de conception-réalisation offre la possibilité de lancer certaines phases en parallèle, (conception détaillée et fabrication des modules), ce qui raccourcit considérablement les délais de mise en œuvre sur site.

Le bâtiment modulaire doit respecter des standards élevés en matière de performance thermique, acoustique, structurelle et énergétique, malgré la nature modulaire des composants.

Le groupement doit également garantir le respect des normes réglementaires dès la conception, limitant les ajustements en cours de projet. Cela permet aussi une grande flexibilité pour répondre à des besoins évolutifs, par exemple agrandir un bâtiment ou le démonter pour le relocaliser.

Lieu d'exécution : Impasse Didier Lapeyre 47240 CASTELCULIER

Les bâtiments sont de type ERP type R 5e catégorie, ils doivent respecter les réglementations en vigueur :

- L'installation doit être strictement conforme au code du travail / les locaux seront conçus avec le respect des minimums en vigueur et des attentes programmatiques.
- Les Exigences de performances énergétique et thermique doivent correspondre aux normes actuelles à la date du dépôt du Permis de Construire / les locaux seront conçus et dimensionnés en fonction des besoins.
- Le bâtiment sera implanté dans le respect des règles d'urbanisme.
- Le bâtiment sera conçu dans le respect des règles de sécurité et d'accessibilité applicable.
- Le bâtiment sera conçu pour respecter les réglementations sismiques et en fonction de l'état des sols

De plus, la maîtrise d'ouvrage cherche à concevoir des projets innovants :

- Objectif de réduction des coûts d'exploitation implique une vision en coût global qui sera transmise dès l'APD.
- Favoriser l'emploi de matériaux éco-labellisés ou répondant à des critères environnementaux tels que le bois, les isolants naturels ou matériaux à faible teneur en composés organiques volatils (COV).

1.3 DECOMPOSITION EN LOTS, TRANCHES ET PHASES

1.3.1 DÉCOMPOSITION EN LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en lots séparés : le marché de conception-réalisation est unique.

1.3.2 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches : le marché de conception-réalisation n'est pas un marché à tranches au sens des articles au sens des articles R2113-4 à R2113-6 inclus du CCP.

1.3.3 DÉCOMPOSITION EN PHASES

Il est prévu une décomposition en phases. Le marché de conception-réalisation comprend les **deux (2) phases** d'exécution suivantes :

- **Phase n°1 de conception** : jusqu'au début de la période de préparation du chantier ;
- **Phase n°2 de réalisation** : jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le cas échéant après prolongation dudit délai et, en tout état de cause, jusqu'à la notification de la levée de la dernière des réserves dont la décision de réception a été assortie.

1.4 PART DU MARCHE CONFIE AU CONCEPTEUR

1.4.1 MISSION DE BASE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE RELATIVE À LA CONCEPTION DES OUVRAGES ET AU SUITE DE LEUR RÉALISATION

Conformément à l'article D2171-4 du CCP, le marché de conception-réalisation confie au concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, les membres de leur sous-groupement) une mission de base de maîtrise d'œuvre comportant les éléments de mission suivants :

- 1)** La reprise des études de conception, produites à l'appui de l'offre retenue d'un niveau au moins équivalent à celui des études d'avant-projet définitif (APD) ;
- 2)** L'établissement de dossier de demande de permis de construire (PC) [et, s'il y a lieu, des dossiers de demandes des autres autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération] ainsi que l'assistance apportée au maître d'ouvrage au cours de leur instruction et jusqu'à leur obtention ;
- 3)** L'établissement des études de projet (PRO) ainsi que du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour l'ensemble des travaux ;
- 4)** Le visa, après examen du respect des dispositions du projet, des études d'exécution (EXE) ou de synthèse (SYN) établies par le réalisateur (ou, en cas de pluralité de réalisateurs, par les membres de leur sous-groupement) ainsi que l'établissement de toutes les autres études d'exécution ou de synthèses nécessaires à la réalisation des ouvrages ;
- 5)** Le suivi et la direction de la réalisation des travaux ;
- 6)** L'assistance au maître d'ouvrage aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Conformément à l'article D2171-7 du CCP, les **études d'avant-projet définitif (APD)** auront pour objet de :

- a)** Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- b)** Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions des ouvrages, ainsi que leur aspect ;
- c)** Définir les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques ;
- d)** Participer à la vérification de la cohérence des éléments du projet et des prestations avec l'économie générale du marché de conception-réalisation.

Conformément à l'article D2171-9 du CCP, les études d'avant-projet définitif (APD) comprendront, en sus, l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du **permis de construire (PC) et**, s'il y a lieu, **autres autorisations administratives**, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction et jusqu'à leur obtention.

Conformément à l'article D2171-10 du CCP, les **études de projet (PRO)** auront pour objet de :

- a)** Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;

- b)** Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- c)** Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ;
- d)** Transmettre au maître d'ouvrage les éléments lui permettant d'estimer les coûts d'exploitation des ouvrages ;
- e)** Participer à la vérification de la cohérence des éléments du projet et des prestations avec l'économie générale du marché de conception-réalisation.

Les études de projet comprennent, en sus, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour l'ensemble des travaux.

Conformément à l'article D2171-11 du CCP, le marché de conception-réalisation confiera à son titulaire **études d'exécution (EXE) et de synthèse (SYN)** nécessaires à la réalisation des ouvrages ; lesdites études auront pour objet, pour l'ensemble des ouvrages, d'établir tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier ainsi que les plans de synthèse correspondants, sans nécessiter pour le réalisateur (ou, en cas de pluralité de réalisateurs, pour les membres de leur sous-groupement), d'études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier. Conformément à l'article D2171-12 du CCP, lorsque des études d'exécution ou de synthèse n'auront pas été pas établies par le concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, par les membres de leur sous-groupement), celui-ci (eux-ci) s'assureront que les documents qu'il(s) n'a (n'ont) pas établis respectent les dispositions du projet puis leur délivre son (leur) visa. Il est précisé l'établissement des études complémentaires susvisées (concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier) sera confiée au réalisateur (ou, en cas de pluralité de réalisateurs, aux membres de leur sous-groupement).

Conformément à l'article D2171-13 du CCP, le concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, les membres de leur sous-groupement) sera (seront) chargé(s) du **suivi et de la direction de la réalisation des travaux**.

Le suivi de la réalisation des travaux aura pour objet, d'une part, de s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées et sont conformes au marché de conception-réalisation et, d'autre part, que les demandes de paiement sont cohérentes avec l'avancement des travaux. Il comprendra, en sus, la participation aux réunions de chantier et le visa des procès-verbaux.

La direction de la réalisation des travaux aura pour objet d'organiser et diriger les réunions de chantier et en établir les procès-verbaux.

Conformément à l'article D2171-14 du CCP, le concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, les membres de leur sous-groupement) sera (seront) chargé(s) de l'**assistance au maître d'ouvrage aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)**. Par suite, il(s) sera (seront) associé(s) aux opérations de réception et à la mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement. Il(s) participera (participeront) ainsi :

- a)** Aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- b)** Au suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- c)** A l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- d)** A la constitution du dossier des ouvrages exécutés, nécessaire à leur exploitation.

1.4.2 AUTRES ÉLÉMENTS DE MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE

Le marché de conception-réalisation confie, en sus, au concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, au membre identifié de leur sous-groupement ou, à défaut, au mandataire dudit sous-groupement) **l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier** (OPC), conformément à l'article 2431-17 du CCP.

1.5 ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE – ORDRE DE SERVICE

1.5.1 ORDRE DE SERVICE

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG travaux, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'ouvrage ou son représentant, éventuellement sur proposition ou après avis de l'équipe de conception (ou, en cas de pluralité de concepteurs, du mandataire de leur sous-groupement), et transmis au maître d'ouvrage qui les notifiera au mandataire du groupement de concepteur-réalisateur.

Le mandataire notifie au maître d'ouvrage ou son représentant les réserves sur les ordres de service.

1.5.2 DEROGATIONS

Par dérogation au CCAG Travaux Marchés Publics, les termes « maître d'œuvre » seront remplacés par les termes « maître d'ouvrage ou son représentant » dans les articles :

3.5.2/ 3.6.1/ 3.9/ 7.2/ 9.1.2/ 10.3/ 11/ 12.1.1/ 12.1.3/ 12.1.8/ 12.1.9/ 12.2.1/ 12.3.2/ 12.3.4 al.1/ 12.4.1/ 12.4.2/ 12.4.4/ 13/ 14.2.2/ 14.4 al.1/ 14.5/ 18.2.2/ 19/ 21/ 22.1/ 23/ 24/ 25.1/ 26.1/ 26.3/ 27.3.3/ 27.4/ 27.5/ 28.2/ 28.4/ 28.5/ 29.1.1/ 30/ 31.1.3/ 31.2/ 31.4/ 31.5/ 31.7.2/ 31.10.1/ 32.1/ 32.2/ 33/ 34.3/ 39.1/ 41/ 43/ 44.1/ 50.3/ 51/ 52.5/ 55.1.

1.6 REPRÉSENTATION DES PARTIES

1.6.1 REPRESENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le responsable du projet est : Mr CARPY Christophe – responsable de l'Unité Education et Sécurité Routières

1.6.2 REPRÉSENTATION DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT

En complément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le mandataire du groupement désigne, en son sein, une ou des personnes physiques habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie leur désignation au maître d'ouvrage. Dans l'attente de telles désignation ou à défaut de celles-ci, la personne physique signataire de l'acte d'engagement pour le mandataire du groupement est seule habilitée à engager celui-ci. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le mandataire du groupement en cours d'exécution du marché.

1.6.3 REPRÉSENTATION DU CONCEPTEUR OU DU MANDATAIRE DU SOUS-GROUPEMENT DES CONCEPTEURS

En complément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le concepteur ou, en cas de pluralité de concepteurs, le mandataire de leur sous-groupement désigne, en son sein, une ou des personnes physiques habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie leur désignation, par l'intermédiaire du mandataire du groupement, au maître d'ouvrage. Dans l'attente de telles désignation ou à défaut de celles-ci, la personne physique signataire de l'acte d'engagement pour le concepteur ou, en cas de pluralité de concepteur, le mandataire de leur sous-groupement est seule habilitée à engager celui-ci. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le concepteur ou, en cas de pluralité de concepteurs, par le mandataire de leur sous-groupement en cours d'exécution du marché..

1.7 RÉUNION DE LANCEMENT

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le titulaire se réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études par l'équipe de conception ;
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu établi par la maîtrise d'ouvrage qui le communiquera au titulaire dans les 8 jours qui suivent la réunion. Le titulaire dispose de 15 jours pour émettre des observations sur ce compte-rendu à compter de sa réception.

1.8 UTILISATION DES RÉSULTATS

1.8.1 UTILISATION DES RÉSULTATS EN PHASE CONCEPTION

1.8.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'utilisation des résultats est régie par le chapitre V du CCAG MOE.

Il est entendu que les résultats au sens du présent marché s'entendent également, par **dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE**, des résultats et prestations qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par le maître d'ouvrage, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le maître d'œuvre est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître d'ouvrage, de ses résultats ou prestations inachevés, en ne divulguant pas les dites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage tous les résultats, prestations, travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

Par ailleurs, au titre du présent marché, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché.

1.8.1.2 RÉGIME DES DROITS

Conformément aux dispositions du CCAG, en contrepartie de la rémunération versée, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats dans les conditions fixées au CCAG ainsi que celles précisées par le présent CCAP.

En complément des dispositions du CCAG, ces droits comprennent, notamment :

- le droit de reproduction des résultats : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois.

Par ailleurs, au titre du présent contrat, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits concédés dans la limite des besoins découlant du marché.

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes la concession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

1.8.2 CESSION DU DROIT DE REPRODUCTION DE L'IMAGE DU OU DES BÂTIMENTS CONSTRUITS

Par dérogation à l'article 24 du CCAG, le titulaire du marché cède au maître d'ouvrage, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- pour le droit de communication : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- pour le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois

En conséquence de la cession des droits consentis, le maître d'ouvrage est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée du bâtiment fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques;
- Dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;
- Dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports;
- Dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;

Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au maître d'ouvrage ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

Le titulaire s'engage à faire son affaire d'obtenir le droit de réaliser une telle photographie et de céder les droits d'exploitation de cette photographie au maître d'ouvrage et à tous tiers désignés par lui, dans les conditions prévues par l'article « Utilisation des résultats du présent marché ».

1.8.3 CESSION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS LE CAS D'UNE SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage.

1.8.4 UTILISATION DES RÉSULTATS EN PHASE RÉALISATION

1.8.4.1 RÉGIME DES RÉSULTATS

Lorsque, au titre des travaux à réaliser, le titulaire est conduit à produire des résultats, tels que définis à l'article 45.1 du CCAG Travaux, il cède au maître d'ouvrage, à titre non-exclusif, sauf les exceptions visées à l'alinéa 8 de l'article 48.2.1 du CCAG, les droits de propriété intellectuelle ou de propriété industrielle qu'il détient, pour les besoins et finalités d'utilisation et selon les modalités définies à l'article 48 du CCAG, précisés le cas échéant ci-dessous ou dans tout autre document particulier du marché.

■ Il est entendu que les résultats au sens du présent marché s'entendent également, **par dérogation à l'article 48.2**, des résultats qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par le maître d'ouvrage, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître de l'ouvrage, de ses résultats inachevés, en ne divulguant pas les dits résultats au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage tous les résultats, prestations, travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

■ Par ailleurs, au titre du présent marché, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché.

■ En tant que de besoin, et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes, la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

1.8.4.2 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES

Par ailleurs, lorsque, au titre des travaux à réaliser, le titulaire est conduit à incorporer à ses résultats des connaissances antérieures, telles que définies à l'article 45.2 du CCAG Travaux, à fournir des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en oeuvre des résultats les dispositions des articles 46 et 47 du CCAG Travaux sont applicables.

Le titulaire identifie, selon les modalités prévues à l'article 46 du CCAG travaux et sous sa responsabilité, dans son offre ou, si cela n'a pas été le cas, au fur et à mesure de l'exécution du marché, les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards qu'il envisage d'utiliser avant toute intégration et/ou utilisation de celles-ci ainsi que le régime des droits s'appliquant à celles-ci.

Le maître d'ouvrage précise dans le CCTP les connaissances antérieures et/ou les connaissances antérieures standards qui lui appartiennent et qui devront être incorporées aux résultats et/ou utilisés dans le cadre du marché. ainsi que leur régime.

1.8.4.3 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les éléments ou résultats qui sont identifiés dans le CCAG comme confidentiels, notamment :

- les résultats qui font l'objet d'une cession exclusive visés à l'article 48.2.1 8^{ème} al. du CCAG ;
- les infos confidentielles contenues dans les connaissances antérieures de l'acheteur (cf. art. 47.1 du CCAG) ;
- les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché (cf. art. 48.2.3. du CCAG) ;

1.8.4.4 CESSIION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU INDUSTRIELLE DANS LE CAS D'UNE SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession des droits de propriété intellectuelle ou industrielle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage à l'issue du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession des droits de propriété intellectuelle ou industrielle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage à l'issue du marché.

1.8.4.5 ASSISTANCE DUE PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ

Le titulaire du marché s'engage à apporter au maître de l'ouvrage, et/ou à tout tiers cessionnaire de droits et/ou titres sur les résultats, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des connaissances antérieures, et à la défense des droits et titres cédés, dans le monde entier, pendant toute la durée d'exécution du présent marché et une période de cinq (5) ans à compter de la cessation du marché pour quelque cause que ce soit.

Le maître de l'ouvrage pourra notamment solliciter le titulaire du marché pour tout conseil technique relatif aux résultats qu'il a réalisés.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

1.9 SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux sous réserve des précisions **ou dérogations** ci-après.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire, ou chaque cotraitant ou sous-cotraitant, devra faire accepter, par le maître d'ouvrage le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces suivantes :

- Déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
- Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 et L.2141-4,1° et 3° du code de la commande publique
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du sous-traitant permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;
- L'attestation d'assurance décennale.

En cours d'exécution du marché, le titulaire ou cotraitant ou sous-cotraitant produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire ou groupement de conception-réalisation.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire ou au mandataire du groupement et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. La notification précise que le sous-traitant doit adresser ses demandes de paiement au titulaire ainsi qu'à l'ATMO désigné dans le marché, **par dérogation à l'article 3.6.1 du CCAG.**

Par dérogation à l'article 3.6.1 du CCAG, dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître à l'ATMO le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 12 ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au maître d'ouvrage sont définies à l'article 1.5, ci-avant.

1.10 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage ou ATMO prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- ☒ Profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
- ☒ Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes : avec plate-forme Email AR
- ☒ Lettre recommandée avec accusé de réception postal
- ☒ Remise contre récépissé daté, en complément de l'article 3.1 ou conformément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux

L'article 1^{er} de l'acte d'engagement précise l'adresse du titulaire pour les notifications dématérialisées.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG Travaux, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, d'une lettre recommandée électronique ou d'un autre échange dématérialisé, le titulaire est réputée avoir reçu ladite notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou sa messagerie électronique, à l'issue dudit délai.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1 – l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, à savoir :

En cas de demandes de sous-traitance annexées à l'offre retenue, et pour chaque sous-traitant ainsi présenté, l'acte spécial de sous-traitance (AS) dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles, introduites par voie d'actes modificatifs

2 – le présent CCAP et ses éventuelles annexes,

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur le marché, le marché, le CCTP ou descriptif technique prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

3- Le programme de l'opération,

4- Les pièces suivantes, relatives à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :

- Le plan général de coordination (PGC) établi par le CSPS, dans sa version résultant de sa dernière mise à jour par celui-ci ;
- Le projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), établi par le CSPS, puis ledit règlement, approuvé par ledit collège ;

5- Les pièces suivantes, relatives au contrôle technique :

- Le rapport final de contrôle technique (RFCT) ;
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT) ;

6- Les autorisations administratives suivantes :

- Le permis de construire (PC) ;
- Le cas échéant, les autres autorisations administratives ;

7- Les calendriers d'exécution suivants :

- Le calendrier détaillé d'exécution de la phase conception, produit par le titulaire à l'appui de son offre ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution de la phase réalisation, produit par le titulaire à l'appui de l'offre, retenue, puis, le cas échéant, le calendrier détaillé d'exécution des travaux, établi pendant la période de préparation ;

8 – le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) élaboré par le titulaire et, le cas échéant, ses annexes, élaborées par le titulaire, à l'exception de celles identifiées comme non contractuelles,

9 – le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics . Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux

approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO du 1er avril 2021), dans sa version en vigueur à la signature du présent marché ;

10 – le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP) et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP.

11 – les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché : DPGF

12 – En cas de demandes de sous-traitance postérieures à la notification du marché, et pour chaque sous-traitant ainsi présenté, l'acte spécial de sous-traitance (AS) dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles, introduites par actes modificatifs

13 – les études de conception présentées au niveau APD

14 – Plans topo et ppri

15 – Rapport d'études de sol G2 AVP

16 – Croquis du programme

17 – Plan EXE des travaux de création d'un centre d'examen moto et poids lourds

18 – Annexe au règlement de consultation

3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX

3.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX

Les prestations et ouvrages faisant l'objet du marché seront réglés par un prix forfaitaire précisé à l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, le titulaire fournira dans les 20 jours à compter de la notification d'un ordre de service, une décomposition de chacun des prix de l'état des prix forfaitaires désignés par l'ordre de service conformément aux dispositions de l'article 9.3.4 du CCAG travaux.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître d'ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire du sous-groupement de réalisation sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG.

La décomposition figurant dans l'acte d'engagement identifie expressément la rémunération du mandataire du groupement concepteur/réalisateur.

En cas de sous-groupement notamment de concepteurs ou d'entreprises, les prix du marché pour les prestations ou travaux exécutés par les mandataires des sous-groupements constitués sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire du sous-groupement, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du sous-groupement concerné et les conséquences de ces défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché hors taxe.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, l'entrepreneur fournira dans les 20 jours à compter de la date de la demande du maître d'œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires ou une décomposition de chacun des prix de l'état des prix forfaitaires désignés par le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 9.3.4 du CCAG travaux.

3.2 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont révisables, à l'exception de ceux visant les études remises dans le cadre de la consultation ayant fait l'objet d'une indemnisation.

Les modalités de révision des prix sont les suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 : **Mars 2026**.

Les prix seront révisés chaque mois suivant la formule : **$C = 0,15 + [0,85 \times (I_e / I_o)]$** ,

où :

- C est le coefficient de révision ;
- 0,15 est le terme fixe ;
- I est l'index ou l'indice de référence ;
- I_o est la valeur, publiée ou à publier, de I pour le mois Mo d'établissement du prix ;
- I_e est la valeur, publiée ou à publier, de I pour le mois Me d'exécution.

L'index ou l'indice I est le suivant :

- Pour la phase n°1 de conception :
 - o ING (« Indices divers de la construction – ingénierie – base 2010 ») diffusé par l'INSEE ;
- Pour la phase n°2 de réalisation :
 - o Pour les études d'exécution (EXE) et de synthèse (SYN) : ING (cf. supra) ;
 - o Pour les travaux de bâtiment : BT01 (« Index du bâtiment – tous corps d'état – base 2010 ») diffusé par l'INSEE ;
 - o Pour le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les éléments nécessaires à l'établissement, par le CSPS, du dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages : ING (cf. supra).

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index et/ou indice de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index et/ou indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

3.3 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage.

4. RETENUE DE GARANTIE

Cas d'un marché passé par une personne publique

Une retenue de garantie de 5 % du montant total initial du marché sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Pour les marchés passés par l'Etat avec des PME, le taux maximum de retenue de garantie est de 3% (art. R.2191-33 du code de la commande publique)

Le maître d'ouvrage accepte n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

4.1 REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE PAR UNE GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

Le titulaire peut fournir une garantie à première demande remplaçant l'application de la retenue de garantie.

Il n'est pas autorisé à fournir une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du sur l'exécution du marché, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée d'exécution du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont alors reversés au titulaire.

4.2 RESTITUTION DE LA RETENUE DE GARANTIE ET LIBÉRATION DE LA GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

La retenue de garantie sera restituée ou la garantie, libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

5. AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT

Cas d'un marché passé par une personne publique soumise aux dispositions des articles R.2191-3 à 63 du code de la commande publique

Une avance est accordée à l'entrepreneur titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché, dans l'acte d'engagement.

Montant de l'avance :

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'option suivante de l'article 10.1 du CCAG est retenue :

☒ **Option A**

Si le titulaire, cotraitant et/ou sous-traitant est une PME en application de l'article A.10.1, le taux de l'avance est fixé à 30% maximum.

Si le titulaire, cotraitant et/ou sous-traitant n'est pas une PME en application de l'article A.10.1, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Conditions de garanties pour le versement de l'avance :

Il n'est pas exigé de garantie en contrepartie de l'avance.

Bénéficiaires de l'avance :

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont soit effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire, soit répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement, conformément aux modalités prévues à l'article 6.2.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Modalités de règlement de l'avance :

Cas de l'avance dont le taux est égal ou supérieur à 5% :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité dans les conditions ci-après :

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé à l'article 6.1 de l'acte d'engagement après production de la facture correspondante.

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 65)/15.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

6. REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit. Par dérogation à cet article, l'ATMO exercera les missions confiées au maître d'œuvre dans l'établissement des documents, sous réserve des dispositions ci-dessous. Le montant des acomptes mensuels sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions ou travaux et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord de l'équipe conception du groupement titulaire avant transmission à l'ATMO.

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, les acomptes n'intègrent pas de part correspondant aux approvisionnements.

6.1 DEMANDES DE PAIEMENT

6.1.1 ECHÉANCIER DES PAIEMENTS DES ACOMPTES

Les prestations ci-après seront constatées et réglées selon les dispositions suivantes :

Phase « études » :

Etudes avant-projet définitif :	80% à la remise du dossier Le solde de 20% sera réglé après approbation de l'APD,
Dossier permis de construire :	100% à la remise du dossier de dépôt de P.C.,
Etudes de Projet et CCTP :	80% à la remise du dossier Le solde de 20% sera réglé après approbation du projet,

Phase « Réalisation des travaux » :

Etudes d'exécution/synthèse ou visa des études d'exécution :	100% proportionnellement à l'avancement des travaux
Réalisation des travaux :	Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.
Contrôle interne travaux / OPC/Organisation des réunions de chantier :	90 % proportionnellement à l'avancement des travaux 10 % à la réception des travaux
Contrôle interne décomptes/ état d'avancement des travaux	80 % proportionnellement à l'avancement des travaux 20% à la remise du décompte général du marché
Assistance aux opérations de réception :	50% à la réception, 50% à la remise du décompte général du marché
Remise des DOE :	100 % à la remise des DOE complets

6.1.2 Présentation des demandes d'acomptes et du décompte général, solde du marché

Les demandes d'acomptes mensuels seront présentées conformément au modèle agréé par le **maître d'ouvrage**.

Le titulaire, après vérification de la cohérence des demandes de paiement avec l'avancement des travaux par l'équipe conception du groupement titulaire, transmet ses demandes de paiement à l'ATMO par tout moyen permettant de donner date certaine.

Seul le mandataire du groupement de concepteur/réalisateur est habilité à présenter les décomptes mensuels et à accepter le décompte général. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître d'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de décompte mensuel remis par le mandataire du groupement concepteur/réalisateur a été modifié.

6.1.3 DÉCOMPTÉ FINAL

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le mandataire du groupement concepteur/réalisateur transmet à l'ATMO et au représentant du maître d'ouvrage le projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception des travaux selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG
- date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 11.4 du présent CCAP,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 7.5 ci-dessous.

Les dispositions de l'article 12.3 du CCAG travaux marchés publics s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, **par dérogation aux articles 12.3 et 42 du CCAG**, il sera appliqué les dispositions suivantes : Le titulaire devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie. (Engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux :

- Le maître d'ouvrage disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant du maître d'ouvrage, avec copie à l'ATMO, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le représentant du maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d'une réception avec réserves ou lorsque le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire, à la date du signature du décompte général, conformément aux dispositions de l'article 12.4.2 du CCAG, si lors de son établissement, des réserves à la réception n'ont pas encore été levées par le titulaire, le projet de décompte général est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation en cours.

6.2 PAIEMENTS DES COTRITANTS ET/OU DES SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT

Les paiements sont répartis entre l'équipe de conception et l'équipe de réalisation et chacun des cotraitants des sous-groupements éventuels ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement.

Les paiements seront subordonnés au visa du mandataire de chacun des sous-groupements concernés sachant que seul le mandataire du groupement concepteur/réalisateur est habilité à présenter les demandes de paiement à

l'ATMO, après validation de la cohérence des demandes de paiement avec l'avancement des travaux par l'équipe conception du groupement titulaire.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG travaux, le cotraitant concerné transmet, par l'intermédiaire du mandataire du sous-groupement et du mandataire du groupement concepteur/réalisateur comme indiqué ci-dessus, avec sa demande de paiement, la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le maître d'ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le cotraitant concerné.

En l'absence de notification au maître d'ouvrage par le cotraitant concerné, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au cotraitant, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le maître d'ouvrage procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

6.3 DÉLAIS DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$\text{IM} = \text{M} \times \text{J} / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

6.4 PRÉSENTATION DES FACTURES AU FORMAT DÉMATÉRIALISÉ

Toutes les demandes de paiement relatives aux sommes dues au titulaire en exécution du présent marché devront être transmises par voie électronique en application de l'article L.2192-1 du code de la commande publique.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du maître d'ouvrage.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Pour ce faire, les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le maître d'ouvrage en tant que destinataire de la facture : 11000201100044
- Le code service : se communiquer ultérieurement.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;
- un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

Les décomptes mensuels et les projets de décomptes finaux (PDF) devront être transmis par mail au maître d'œuvre pour validation, qui les transmettra à son tour au représentant du maître d'ouvrage pour contrôle qui les déposera sur le CHORUS PRO de la maîtrise d'ouvrage pour paiement.

7. DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

7.1 DURÉE DU MARCHÉ, DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

La durée du marché et les délais d'exécution de chacune des phases sont fixés à l'article 3.1 de l'acte d'engagement et éventuellement dans le calendrier prévisionnel annexé en ce qui concerne la réalisation des travaux.

Les délais d'établissement des documents à produire par le titulaire (en semaines) sont les suivants :

- Reprise de l'avant projet définitif = 4 semaines à compter de la notification du marché et démarrage de l'opération
- Dépôt PC = 1 semaine après approbation de l'avant projet définitif
- Etudes de projet = 4 semaines à compter de la validation de l'avant projet définitif
- EXE ou VISA = 1 semaine
- Compte rendu de réunion de chantier = 3 jours après la tenue la réunion

Sauf disposition contraire figurant dans la lettre de notification du marché, le délai du premier élément de mission à réaliser court à compter de la date de commencement d'exécution fixée par ordre de service.

Le point de départ des autres éléments de mission d'études est constitué par l'acceptation expresse par le maître d'ouvrage ou son représentant de l'élément de mission qui le précède compte tenu des délais d'acceptation fixés ci-après ou de l'ordre de service de commencer la mission suivante.

Les documents seront remis au maître d'ouvrage ou son représentant par la voie électronique à : christophe.carpay@lot-et-garonne.gouv.fr et l.barrau@sem47.fr

Délai d'acceptation :

Le délai maximal d'acceptation prévisionnel dans lequel le maître d'ouvrage procédera à l'acceptation des documents d'études est fixé à :

- 1 semaine pour les études d'avant-projet définitif,
- 1 semaine pour le dossier de dépôt de PC,
- 1 semaine pour les études de projet,

L'absence de réponse du maître d'ouvrage dans les délais ci-dessus vaut refus d'acceptation du document d'études.

7.2 PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION CONCERNANT LES TRAVAUX À RÉALISER PAR L'ÉQUIPE DE RÉALISATION

7.2.1 INTEMPÉRIES

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
Gel/Vent/Pluie/Neige	Au-delà du seuil de sécurité en accord avec le coordinateur SPS	Constat	Météo France ou équivalent ou constat sur site

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par l'ATMO.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG.

7.2.2 AJOURNEMENT

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 53.1 du CCAG Travaux, il est précisé que la décision d'ajournement doit être prise expressément par le seul maître d'ouvrage.

Ne peuvent par ailleurs pas être qualifiés d'ajournement :

- Les arrêts prononcés par la maîtrise d'ouvrage suite à une demande en ce sens des entreprises qui visent juste à « prendre acte » de cette demande.
- La période d'arrêt antérieure à la date de la décision d'ajournement.
- Le cas de suspension visé à l'article 53.3 du CCAG Travaux.

Au titre de l'indemnité d'ajournement, ne pourront être prises en compte que les dépenses suivantes, dûment justifiées et n'ayant pas fait l'objet d'une prise en charge même partielle par l'Etat :

- De coûts liés aux mesures conservatoires nécessaires pour protéger les travaux exécutés, ainsi que des frais de garde du chantier (palissade, gardiennage...).
- De coûts liés aux matériaux et consommables qui ont été approvisionnés sur le chantier, et qui ne sont pas réutilisables sur le chantier (stockage, transport sur un autre chantier, perte, revente avec perte...).
- De coûts liés aux personnels et aux matériels immobilisés sur le chantier, dans la limite de la possibilité de les réaffecter ailleurs.
- Si le marché ne prévoit pas de clause de révision de prix, de coûts liés aux variations économiques durant l'interruption, justifiant l'actualisation du ou des prix.
- De frais financiers supplémentaires (frais de découvert bancaire, extension des frais de caution et d'assurance...).
- De la non-couverture des frais généraux.

- En cas de résiliation du marché uniquement : du manque à gagner (bénéfice que l'entreprise était en droit d'attendre si le marché avait été entièrement exécuté).

7.2.3 FORCE MAJEURE

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

Conformément à l'article 17 du CCAG Travaux, l'indemnisation du titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure.

Est ainsi notamment exclue la prise en charge de :

- Frais de garde
- Manque à gagner,
- Pertes engendrées par les immobilisations de matériel et de personnel provoquées par la désorganisation du chantier.

7.3 PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables aux retards constatés dans l'exécution des prestations et travaux sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par lui par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

7.3.1 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES DE LA PHASE 1

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, une pénalité de **deux cents (200.00) euros** par jour calendaire constaté, sera appliquée en cas de non-respect de la date limite d'achèvement de chacune des prestations d'études, telle que fixée à l'article 7.1 ci-dessus ou au planning d'exécution.

7.3.2 RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET TRAVAUX DE LA PHASE DE REALISATION DES TRAVAUX Y COMPRIS LEVEES DES RESERVES ET NETTOYAGE DU CHANTIER ET DECHETS

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux (levées de réserves, nettoyage chantier et évacuation des déchets compris), les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels : **deux cents (200.00) €** par jour calendaire de retard.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

7.3.3 AUTRES PENALITES

Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En complément de l'article 19 du CCAG, en cas d'absence aux réunions de chantier, le maître d'ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité par absence constatée de : **cinquante (50.00) €** par absence.

Pénalités pour non ponctualité aux réunions de chantier

En cas de non ponctualité aux réunions de chantier, le maître d'ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité par retard constatée de : **cinquante (50.00) €** par retard

Pénalités de retard dans la remise de documents d'exécution, pièces techniques (plans, notes de calculs, etc...) et planning de réalisation

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans la remise des documents dans les 5 jours suivants la demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels sont **trois cents (300.00) €** par jour calendaire de retard.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

Pénalités pour non remise du PPSPS

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, en cas d'absence de remise du PPSPS 15 jours avant le début de son intervention, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels sont de **trois cents (300.00) €** par jour calendaire de retard.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation écrite du retard par le coordonnateur SPS, sans mise en demeure.

Pénalités pour non respect des prescription du coordonateur SPS

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, en cas de non respect de la prescription du CSPS, les pénalités journalières jusqu'au jour du respect de la prescription à retenir sur le montant des acomptes mensuels sont de **six cents (600.00) €** par jour calendaire de retard.

Pénalités pour non état d'avancement de l'opération

En complément de l'article 19 du CCAG, en cas de non information du maître d'ouvrage sur l'état d'avancement mensuel de l'opération, le titulaire ou les membres du groupement subiront une pénalité par manquement constaté de **trois cents (300.00) €**

Pénalités liées aux engagements relatives à la part minimale de l'exécution du marché par des PME et artisans

En cas de non-respect des prescriptions fixées dans l'article 10.08 relatives à l'exécution du marché par des PME ou artisans, le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant non confié aux PME et artisans par rapport au montant fixé à l'acte d'engagement et sur lequel le Titulaire s'est engagé.

En cas d'absence, refus ou retard de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'engagement, le Titulaire encourra une pénalité de **deux cents (200) €** par jour calendaire de retard, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure préalable.

7.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Dans ce dernier cas, à la fin des travaux, le sous-groupement d'entreprises devra, dans le délai de 5 jours calendaires à compter de la date de la notification de la décision de réception et de clôture du chantier avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du sous-groupement d'entreprises, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice d'une pénalité de **200.00 €** par jour calendaire de retard.

7.5 RETENUES ET PÉNALITÉS POUR NON REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

En cas de non remise, lorsqu'il demande la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 11.4 ci-dessous, une retenue provisoire sera opérée d'un montant de **300.00 €**

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues au titulaire ou au groupement de concepteurs/réalisateurs dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents.

Toutefois et s'il y a lieu, **par dérogation à l'article 19.3**, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents. Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra une pénalité forfaitaire définitive après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

8. PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

8.1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUIT

Le CCTP élaboré par le titulaire ou le groupement de concepteurs/réalisateurs dans le cadre de la consultation fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction et déroge aux dispositions du CCTG le cas échéant.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG travaux, le sous-groupement des entreprises est tenu de mettre à la disposition de l'ATMO les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre. Il ne pourra modifier la provenance des matériaux qu'après accord écrit de l'ATMO.

8.2 MISE À DISPOSITION DE LIEUX D'EMPRUNT

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition du sous-groupement des entreprises.

8.3 CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

8.3.1 Le CCTP élaboré par le titulaire ou le groupement de concepteurs/réalisateurs dans le cadre de la consultation définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG, toute demande d'équivalence relative aux matériaux et produits ou toute modification dans les caractéristiques et qualité des matériaux et produits définis dans le CCTP approuvé par le maître d'ouvrage doit faire l'objet de l'accord préalable de l'assistant à maître d'ouvrage (ATMO) après accord de l'équipe de conception.

Sauf accord intervenu entre l'assistant à maître d'ouvrage (ATMO) et le titulaire du marché sur des dispositions différentes, les vérifications essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par l'assistant à maître d'ouvrage (ATMO) à la charge du sous-groupement des entreprises.

8.3.2 Le CCTP précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre l'assistant à maître d'ouvrage (ATMO) et le sous-groupement des entreprises sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées dans les mêmes conditions qu'au troisième alinéa de l'article 8.3.1 ci-dessus.

8.3.3 **Par dérogation à l'article 24 du CCAG**, le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition de l'assistant à maître d'ouvrage (ATMO) peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'équipe de « réalisation », ils seront rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître d'ouvrage.

9. IMPLANTATION DES OUVRAGES

9.1 PIQUETAGE GÉNÉRAL

Le sous-groupement des entreprises sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence, **par dérogation à l'article 27.2.3 du CCAG**, du sous-groupement de l'équipe de conception et de l'assistant à maître d'ouvrage (ATMO) au piquetage général des ouvrages sur la base du plan général d'implantation des ouvrages qui lui sera remis, au plus tard lors de la notification de l'ordre de service de démarrage de la phase de réalisation des travaux. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter l'équipe de conception ou l'assistant à maître d'ouvrage (ATMO) tenir à la disposition de ceux-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les travaux de piquetage sont payés par le maître d'ouvrage sur la base du prix figurant au bordereau de prix unitaires joint en annexe de l'acte d'engagement.

9.2 TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX SOUTERRAINS, ENTERRÉS, SUBAQUATIQUES OU AÉRIENS

9.2.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement. Ces dispositions s'appliquent, lorsqu'elles leurs sont contraires, **par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG travaux**.

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Pour l'application de ces dispositions le responsable du projet est identifié à l'article 1.3 ci-dessus.

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux**, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, chaque cotraitant du sous-groupement des entreprises est tenu de consulter la plateforme de téléservice du **guichet unique** afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une **déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)** conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le sous-groupement des entreprises prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le sous-groupement des entreprises, respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site « www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr », ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP

Le sous-groupement des entreprises informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le sous-groupement des entreprises informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois ou excède la durée définie dans la DICT, chaque cotraitant du sous-groupement des entreprises sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Chaque cotraitant du sous-groupement des entreprises veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

9.2.2 PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRÉS, SUBAQUATIQUES OU AÉRIENS

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le sous-groupement des entreprises a reçu du responsable de projet, toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le sous-groupement des entreprises sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu'au 9.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état.

9.2.3 EVOLUTIONS ÉVENTUELLES DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRÉS, SUBAQUATIQUES OU AÉRIENS ENTRE LA PRÉPARATION DU PROJET PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE ET L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages:

- Il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai
- Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier
 - En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux.
 - Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies
- Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :
 - Les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité
 - Les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet
 - L'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires)
 - Les conséquences sur les délais
 - L'arrêt ou la reprise des travaux
 - Les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.
- Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires
 - Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le maître de l'ouvrage conformément au bordereau de prix annexé le cas échéant à l'acte d'engagement ou dans le cadre d'un avenant.
- Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :
 - la mise en œuvre des précautions particulières,
 - la mise en œuvre des techniques particulières
 - les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux
 - les conséquences des dépassements de délais

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

9.2.4 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS L'ENGAGEMENT DES TRAVAUX IMPUTABLE AU DÉFAUT DE RÉPONSE D'UN EXPLOITANT D'UN RÉSEAU SENSIBLE POUR LA SÉCURITÉ

Ainsi qu'il est dit à l'article 9.2.1 ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débuter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 7 jours de la DICT (9 jours en cas de DICT non dématérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le maître d'ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

9.2.5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES EN CAS D'INCERTITUDE SUR LA LOCALISATION DES RÉSEAUX SOUTERRAINS

Il n'existe pas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains, tous les ouvrages sont identifiés en classe A.

Les réseaux ont tous été relevés lors des travaux de VRD.

9.2.6 ARRÊT DE CHANTIER DÛ À LA DÉCOUVERTE D'UN OUVRAGE NON IDENTIFIÉ OU D'UNE INCERTITUDE DE LOCALISATION OU DÛ À L'ENDOMMAGEMENT DES OUVRAGES

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité
- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité ;
- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le maître d'œuvre s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un Constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le maître d'œuvre, s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 53.1 du CCAG Travaux. L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le maître d'ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait

de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier
- les conséquences des dépassements de délais

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins ou des matériels de chantier
- alerter immédiatement les pompiers et l'exploitant du réseau concerné
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

10. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

La coordination des travaux, comprenant l'ordonnancement et le pilotage des travaux, sera assurée par le mandataire du sous-groupement des entreprises assurant la réalisation des travaux.

10.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation d'un mois qui démarre le lendemain de la réception de l'ordre de service valant démarrage de la phase de réalisation des travaux.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28.1 du CCAG à la diligence respective des sous-groupements de concepteurs et d'entreprises.

Le sous-groupement des entreprises devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du CCAG comportant notamment le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG. Le calendrier d'exécution des travaux annexé à l'acte d'engagement est le cas échéant précisé lors de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG, le programme d'exécution sera soumis au visa du sous-groupement de l'équipe de conception et sera notifié pour visa à l'assistant au maître d'ouvrage.

Le sous-groupement des entreprises n'est pas tenue d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis au visa de l'équipe de conception et de l'assistant au maître d'ouvrage, et une copie en est adressée au maître d'ouvrage, dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation.

L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'attente des visas ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage des travaux est notifié au mandataire du groupement.

A l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

10.2 PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DÉTAIL

Le groupement concepteur/réalisateur titulaire du marché établit les plans d'exécution. L'article 4 de l'acte d'engagement précise que le sous-groupement de l'équipe de conception ou le sous-groupement des entreprises établit les plans.

Si le sous-groupement des entreprises est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du sous-groupement de l'équipe de conception et **par**

dérogation aux articles 29.1.3, 29.1.4 et 29.1.5 du CCAG à celui de l'assistant à maître d'ouvrage ainsi qu'au visa du contrôleur technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG.

Si les études d'exécution sont réalisées par le sous-groupement de l'équipe de conception, elles seront soumises au visa de l'assistant à maître d'ouvrage avant tout début d'exécution.

Ces documents seront fournis sur un support en permettant la reproduction.

Ces documents pourront être remis sous forme électronique dans les conditions suivantes :

- Clé USB
- Envoi par mail

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants :

- DWG
- Word
- Excel

Le sous-groupement des entreprises a parfaitement connaissance de l'ensemble des pièces techniques auxquelles il a participé dans le cadre du présent marché de conception-réalisation.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution éventuellement à sa charge.

Il constate que les documents élaborés par le sous-groupement de l'équipe de conception lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

10.3 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Le sous-groupement des entreprises devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux. Sans préjudice de l'application éventuelle des clauses de résiliation, la sanction du non-respect de cette obligation est fixée à l'article ci-dessus.

10.4 ORGANISATION, DÉROULEMENT, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS

10.4.1 EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS

Les emplacements nécessaires seront mis gratuitement à la disposition du sous-groupement des entreprises, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le sous-groupement de l'équipe de conception est chargé d'une mission de contrôle sur les installations réalisées par le sous-groupement des entreprises. L'assistant à maîtrise d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le sous-groupement des entreprises.

Le sous-groupement des entreprises s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

10.4.2 LABORATOIRE ET BUREAU DU CHANTIER

Sans objet

10.4.3 EMPLACEMENTS GRATUITS POUR DÉPÔTS PROVISOIRES DE DÉBLAIS OU DE TERRE VÉGÉTALE

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition du sous-groupement des entreprises. Celui-ci devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales. **Par dérogation à l'article 31.2 du CCAG**, le choix des terrains est soumis à l'accord préalable de l'ATMO.

10.4.4 REGISTRE DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu de registre de chantier.

10.4.5 CONSTATATIONS CONTRADICTOIRES

Par dérogation à l'article 11 du CCAG, l'ATMO est substitué au maître d'œuvre dans la mise en œuvre des constatations contradictoires.

10.5 DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

10.5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Chaque cotraitant s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage. Sans préjudice de l'application éventuelle des clauses de résiliation, la sanction du non-respect de cette obligation est fixée à l'article 7.3.3.

10.5.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des dispositions définies au CCTP.

10.5.2.1 MESURES RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 36.2 du CCAG, les constats d'évacuation sont remis au maître d'ouvrage avec copie à l'ATMO.

Le CCTP élaboré par le sous-groupement de l'équipe de conception définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

10.5.2.2 GESTION DE LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER

Le titulaire désignera nominativement un Responsable Environnement Entreprise, conformément à la Charte Chantier à Faibles Nuisances (article 6) : cette désignation devra intervenir au plus tard à l'expiration de la période de préparation, ou si une telle période n'a pas lieu, dans les quinze jours suivant la notification du démarrage des travaux.

10.6 DOMMAGES DIVERS CAUSÉS PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITÉS DE LEUR EXÉCUTION

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

10.7 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 3.9 du CCAG, en l'absence de demande en ce sens du Maître d'ouvrage, le titulaire appréciera de la nécessité de la présence de ses sous-traitants aux réunions de chantier.

10.8 CLAUSE RELATIVE À LA PART MINIMALE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PAR DES PME OU À DES ARTISANS

L'engagement du Titulaire

Conformément à l'article R. 2171-23 du code de la commande publique, le Titulaire confie, ou s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises (PME), ou à des artisans, l'exécution d'une part du marché représentant au moins vingt (20) pour cent du montant prévisionnel du marché.

Cette part ne peut être inférieure à 20 % du montant prévisionnel du marché. Le Titulaire peut s'engager à confier une part de l'exécution du Marché à des PME ou à des artisans supérieure à 20 % du montant prévisionnel du marché dans l'acte d'engagement.

Le Titulaire est responsable globalement de l'exécution de cette obligation.

Les modalités de mise en œuvre et de contrôle de l'engagement

Le Titulaire choisit les prestations qu'il souhaite confier aux PME ou aux artisans lors des différentes phases d'exécution du marché. Il peut choisir de confier aux PME ou aux artisans des prestations exécutées en phase de Conception ou de Réalisation ou les deux.

Le Titulaire dresse un bilan de l'engagement qu'il adresse au Maître d'ouvrage dans le mois suivant la date effective de réception du Programme de l'opération.

Le bilan de l'engagement et le rapport annuel relatifs à la part minimale de l'exécution du marché confiée à des PME ou à des artisans, comportent tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de cette obligation (part de l'exécution du marché confiée aux PME ou aux artisans, nom des PME ou des artisans, justificatifs de la catégorie d'appartenance des entreprises concernées, les prestations réalisées par les PME ou artisans et leur montant hors TVA, etc...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Le Maître d'ouvrage se réserve par ailleurs la possibilité d'exiger toute autre pièce justificative (extrait Kbis de l'entreprise concernée, bilan financier, ...). Le Titulaire transmet les documents, sur simple demande, dans un délai maximal de dix (10) jours à compter de la demande.

Le non-respect de l'engagement pris aux articles L. 2171-8 et R. 2171-23 du Code de la commande publique et l'absence ou le refus de transmission des renseignements listés ci-avant ou exigés par le Maître d'ouvrage entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 7.3.10 du présent marché.

11. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX – GARANTIES ET ASSURANCES

11.1 ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

11.1.1 Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG et de l'article 8.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

11.1.2 Le maître d'ouvrage ou son représentant, sur proposition de l'assistant à maîtrise d'ouvrage, se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avéreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge du sous-groupement des entreprises ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le sous-groupement des entreprises et le maître d'ouvrage sur proposition de l'assistant à maître d'ouvrage et avis du sous-groupement de l'équipe de conception.

11.2 RÉCEPTION

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG sous réserve des précisions apportées à l'article 1^{er} du **CCAP par dérogation à cet article du CCAG.**

La réception s'effectuera suivant les articles 41 et/ou 42 du CCAG Travaux. L'assistant à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de sa mission et de ses responsabilités proposera au maître d'ouvrage de prononcer la réception ou non, avec ou sans réserves.

La date de réception sera unique pour tous les corps d'état. En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

En cas de réalisation d'espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 11.6.3 ci-dessous.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les garanties constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement de tous les ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du maître d'ouvrage et notifiées par ordre de service.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

11.3 MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Il sera fait application de l'article 43 du CCAG Travaux.

Par dérogation à cet article, l'ATMO exercera les missions confiées à la maîtrise d'œuvre.

11.4 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Par dérogation aux articles 29.1.1 et 40 du CCAG Travaux, le sous-groupement d'entreprises remet au sous-groupement de conception, les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO.

Après vérification par le sous-groupement de conception que les documents remis sont conformes au marché, il les transmet à l'ATMO dans le délai défini ci-dessous.

Le contenu du DOE est fixé au CCTP.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG, l'ensemble des documents sera remis à l'ATMO sous format numérique selon le format et les caractéristiques suivantes : deux exemplaires « papier » + 1 exemplaire « reproductible » sur support informatique (formats .DWG, .DOC, .XLS).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

11.5 DÉLAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Par dérogation à cet article, l'ATMO exercera les missions confiées à la maîtrise d'œuvre.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

11.6 GARANTIES PARTICULIÈRES

Aucune garantie particulière n'est prévue

Le fabricant et/ou fournisseur et le titulaire (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire.

Ces garanties engagent chacun des membres du sous-groupement des entreprises pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

11.6.1 GARANTIE PARTICULIÈRE DES MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU

Le sous-groupement des entreprises garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage le sous-groupement des entreprises dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis de l'équipe de conception et de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

11.6.2 GARANTIE PARTICULIÈRE DE FONCTIONNEMENT D'INSTALLATIONS DE HAUTE TECHNICITÉ

Le sous-groupement des entreprises garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations.

Cette garantie engage le sous-groupement des entreprises pendant le délai fixé à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations, mises au point qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le maître d'ouvrage ou l'assistant à maîtrise d'ouvrage, à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

Le sous-groupement des entreprises sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

11.7 ASSURANCES

11.7.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 7.3.5 ci-dessus.

11.7.1.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE

Chacun des membres du groupement titulaire du marché doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant et à son assistant à maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations et travaux, objet du présent marché.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement.

Le contrat devra comporter des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

A- **Pour les membres de l'équipe de conception :**

➤ RC Exploitation :

3 M€ / sinistre dont 1 M€ / sinistre pour les dommages immatériels non consécutifs :

➤ RC Professionnelle :

3 M€ / sinistre et par année d'assurance dont 1,5 M€ / sinistre et par an pour les dommages immatériels non consécutifs.

B- **Pour les membres du sous-groupement d'entreprises :**

■ RC en cours de travaux :

Montant de garantie par sinistre :

Tous dommages confondus (dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs ou non) : 8 M€ par sinistre

- dont dommages matériels et immatériels : 2 M€ par sinistre
- dont immatériels non consécutifs : 1 M€ par sinistre

■ RC après travaux

Chaque entrepreneur membre du sous-groupement d'entreprises doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 millions € par année d'assurance avec un minimum d'1,5 million pour les dommages immatériels non consécutifs.

C- **Justificatif d'assurance**

Les attestations d'assurance devront préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, les activités garanties, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques.

La garantie devra être maintenue pendant toute la durée d'exécution du contrat et chaque membre du groupement de conception-réalisation devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

11.7.1.2 ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCENNALE

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, chaque membre du groupement titulaire doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 du Code Civil.

Cette attestation devra obligatoirement mentionner :

- Les missions ou activités garanties,
- Être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention de chacun des cotraitants,
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir :
 - Pour les ouvrages à destination d'habitation : La garantie est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage comprenant également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.
 - Pour les autres ouvrages : La garantie est limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Chacun des cotraitants sera tenu également de s'assurer pour :

- la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil,

- la garantie des dommages aux existants en cas de travaux de réhabilitation,
- la garantie des dommages immatériels consécutifs aux dommages de nature décennale ou aux garanties visées ci-dessus.
- Le mandataire général du groupement désigné à l'acte d'engagement fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses cotraitants (concepteurs et entreprises), ainsi que de celles des sous-traitants éventuels afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale, chacun des cotraitants doit **par dérogation à l'article 8 du CCAG Travaux**, justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra à minima mentionner :

- les missions et activités garanties,
- la nature exacte des garanties accordées,
- le montant de la garantie décennale accordée,
- la limite du coût de construction maximum garanti,
- la période de validité des garanties,
- le mode de gestion de la garantie décennale (par répartition ou par capitalisation)

11.7.2 ASSURANCE DES TRAVAUX

11.7.2.1 ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER POUR LES OUVRAGES DE BÂTIMENT

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier

11.7.2.2 ASSURANCE DOMMAGES - OUVRAGE

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage

11.7.3 DISPOSITIONS DIVERSES

11.7.3.1 ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE DU TITULAIRE

Le groupement titulaire du marché s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le membre du groupement concerné ou à défaut sur le mandataire du sous-groupement d'entreprises et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues.

De même, toute surprime éventuelle mise à la charge du maître d'ouvrage pour absence ou insuffisance de garantie d'un des membres du groupement lui sera intégralement répercutée et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas les attestations demandées au 11.7.1 ci-dessus, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire pour le compte du titulaire les garanties non souscrites et lui refacturera les primes correspondantes.

11.7.3.2 INCIDENCE DES POLICES SOUSCRITES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 11.7.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par les cotraitants et s'il y a lieu leurs sous-traitants découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et chacun des cotraitants renonce à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

11.7.3.3 SINISTRES

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages-ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

11.8 CONTRÔLE TECHNIQUE

Une convention de contrôle technique entre le maître d'ouvrage et le contrôleur technique est passée.

Mission : L + SEI + HAND (y compris attestation) + CONSUEL

Le titulaire devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et éléments nécessaires à ce dernier pour qu'il puisse exécuter sa mission.

Si le sous-groupement d'entreprises est chargé des plans d'exécution des ouvrages, il devra procéder à leur établissement et obtenir les visas du contrôleur technique, du sous-groupement de concepteurs et de l'assistant à maîtrise d'ouvrage, avant tout commencement d'exécution.

Le paiement des honoraires de contrôle technique sera effectué directement par le maître d'ouvrage sans aucune retenue au titulaire.

12. RESILIATION

Cas d'un marché de nature administrative

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

12.1 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

12.2 RÉSILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 11.7.1 peut s'opérer sans mise en demeure préalable.

En complément à l'article 50.3 du CCAG travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux**, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-production des pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après mise en demeure restée sans effet dans

un délai de 8 jours à compter de sa notification, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leurs frais et risques.

Le marché pourra également être résilié pour faute du titulaire en cas de manquements aux dispositions contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, l'acheteur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.

13. CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

13.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXÉCUTION

Le titulaire pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, mandataire et cotraitant, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés par dérogation à l'article 52.7.3 du CCAG Travaux pour les groupements conjoints avec mandataire solidaire.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 52.7.2 du CCAG Travaux, quelle que soit la nature du groupement.

- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
 - soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
 - soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.

13.2 REMPLACEMENT DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT EN COURS D'EXÉCUTION

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

13.3 EVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION

Le présent article s'applique, en complément des articles 5.2.2, 6.2, 7.2 et 9.1.1 du CCAG Travaux, en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) **qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16^e du montant du marché**, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

En ce cas, le maître **d'ouvrage prendra en charge à hauteur de 90%** les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

14. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif, du Tribunal Administratif de Bordeaux.

15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG par les articles correspondant cités ci-après du présent CCAP :
A titre indicatif, les dérogations apportées par le présent CCAP au CCAG Travaux sont les suivantes :

ARTICLES DU CCAG TRAVAUX AUXQUELS IL EST DÉROGÉ	ARTICLES DU CCAP APPORTANT LA DÉROGATION
2 / 3.8	1.2
3.6.1	1.6
3.1.2	1.7
4.1	2
14.4.3	3.3
12 et 10.4	6
12.2.2	6.1.2
12.3 / 12.3.2 / 12.4.4 / 42	6.1.3
18.2.3	7.2.1
19.2.1 / 19.2.2 / 19.2.4	7.3
19	7.3 (a, b, f, g, h et i)
19.3	7.5
21	8.1
23	8.3.1
24	8.3.3
27.2.3	9.1
27.3 et 31.9	9.2
28.2.2	10.1
29.1.3 / 29.1.4 / 29.1.5	10.2
31.2	10.4.3
28.5	10.4.5
11	10.4.6
36.2	10.5.2.1
3.9	10.7
42.2	11.2
43	11.3
29.1.1 et 40	11.4
44.1	11.5
8	11.7.1.2
52.1	12.2
52.7.3	13.1

ARTICLES DU CCAG MOE AUXQUELS IL EST DÉROGÉ	ARTICLES DU CCAP APPORTANT LA DÉROGATION
24.1	1.5.11
24	1.5.2
48.2	1.5.4.1

« En sus des dérogations spécifiées dans le tableau ci-dessus, il est dérogé par l'article 1.2 du CCAP aux articles suivantes :

3.5.2/ 3.6.1/ 3.9/ 7.2/ 9.1.2/ 10.3/ 11/ 12.1.1/ 12.1.3/ 12.1.8/ 12.1.9/ 12.2.1/ 12.3.2/ 12.3.4 al.1/ 12.4.1/ 12.4.2/ 12.4.4/ 13/ 14.2.2/ 14.4 al.1/ 14.5/ 18.2.2/ 19/ 21/ 22.1/ 23/ 24/ 25.1/ 26.1/ 26.3/ 27.3.3/ 27.4/ 27.5/ 28.2/ 28.4/ 28.5/ 29.1.1/ 30/ 31.1.3/ 31.2/ 31.4/ 31.5/ 31.7.2/ 31.10.1/ 32.1/ 32.2/ 33/ 34.3/ 39.1/ 41/ 43/ 44.1/ 50.3/ 51/ 52.5/ 55.1.

A.....le.....

Lu et accepté,

Le maître d'ouvrage

L'(es) entrepreneur(s) titulaires(s)
ou le mandataire du groupement